

Étant donné l'expérience passée des gouvernements lorsqu'ils ont tenté de désigner des régions et de décentraliser l'industrie, je crois que le ministre et son gouvernement devraient maintenant réfléchir longuement sur cette proposition. S'ils le font, je suis sûr qu'ils se rendront compte que ce n'est pas la bonne manière d'aborder le problème. Ils devraient examiner de près les problèmes qui confrontent maintenant des milliers de nos concitoyens avant d'adopter une politique semblable. La situation du travail se détériore de jour en jour, au Canada, et le gouvernement devra tôt ou tard adopter une saine politique.

J'aimerais signaler en ce moment certains des dangers que présente la mesure maintenant proposée. Je crois que je puis en parler en connaissance de cause en raison de mon expérience, car je viens d'une région désignée. Cette désignation a été faite il y a deux ans. Immédiatement auparavant, on tint une réunion qui créa beaucoup d'enthousiasme à l'endroit du programme proposé. Toutefois, lorsque tous les intéressés réunis à cette occasion commencèrent à examiner plus attentivement la question, ils ont constaté que pas une seule demande n'avait été formulée dans le cadre de ce programme. Il semble donc qu'il ne répondait pas aux besoins.

● (8.50 p.m.)

Il est une autre raison pour laquelle je me sens bien placé pour parler de ce sujet et pour signaler les dangers que cela comporte. Depuis la grève des mineurs de la région de Timmins l'an dernier, de vilaines rumeurs circulent selon lesquelles certaines autres régions de l'Ontario essaieraient de faire concurrence à la fonderie de Timmins. La circonscription du premier ministre en est une. Il n'est donc pas étonnant que nous considérions ce programme avec beaucoup d'appréhension et de méfiance.

Nous n'avons pas vu le bill, mais si j'en juge d'après ce que j'ai entendu jusqu'ici, toutes les régions désignées à l'heure actuelle ne le seront plus à partir du 1<sup>er</sup> juillet—j'espère que le ministre me reprendra si je fais erreur—et dès ce jour-là, nous aurons un nouveau groupe de régions désignées. Certaines le demeureront, d'autres le deviendront et d'autres encore perdront leur statut actuel. Étant donné cette rumeur que nous entendons de temps à autre dans la région de Timmins, il semblerait facile pour le gouvernement, grâce à ce programme, de s'arranger pour retirer la région de Timmins de la liste des régions désignées et pour la remplacer par celle d'Elliot-Lake. Il est vrai que quelqu'un pourrait aller de l'avant et construire une fonderie à Timmins mais il

devrait faire face à la concurrence d'une fonderie construite dans l'autre région et dont 22½ p. 100 du coût serait payé par les contribuables fédéraux. C'est là une des raisons pour lesquelles nous examinons cette question très attentivement.

Les gens de la région de Timmins savent parfaitement bien que si l'on décide de la question en s'inspirant uniquement de motifs d'ordre économique, on ne saurait logiquement construire la fonderie ailleurs que dans la région de Timmins, et si elle est construite ailleurs, ce sera parce qu'on aura exercé des pressions politiques ou financières.

Certains honorables députés penseront peut-être que l'honorable député de Timiskaming n'a pas mâché ses mots cet après-midi lorsqu'il a dit que les gens du Nord s'emportaient facilement, mais je tiens à rassurer la Chambre. Les gens ont les nerfs à fleur de peau dans cette région. Ils sont fatigués d'être la vache laitière non seulement de la province d'Ontario mais de tout le continent nord américain.

**M. Fairweather:** Vous citez une expression chère aux gens des provinces Maritimes quand vous parlez de vaches laitières.

**M. Martin:** Nos vaches laitières sont plus fraîches que celles des provinces Maritimes. Les habitants du Nord-Est d'Ontario sont dégoûtés de voir qu'on ne cesse d'expédier leurs ressources vers le Sud où sont les richards, alors que la situation de cette région devient critique par suite de l'étiage et de la pollution des eaux. Avant longtemps, il nous faudra leur expédier de l'eau douce afin qu'on puisse transformer les matières qu'on leur envoie. Les habitants de la région septentrionale en ont par-dessus la tête. Certains d'entre eux ne se cachent pas pour dire que si l'on tente de nouveau d'agir ainsi, ils recourront, au besoin, à la force pour y mettre un frein, et je ne saurais les en blâmer.

Il est assez décourageant de voir que cette région va de mal en pis à cause des erreurs commises par les gouvernements qui se sont succédé depuis 97 ans, indiquant qu'on n'a rien appris, mais c'est le comble, on épuise les ressources de la région en les expédiant ailleurs. Pour ce qui est de trouver des solutions à ces problèmes, si le gouvernement annonçait aujourd'hui qu'il a pour but politique la mise en valeur des ressources du pays, dans les régions mêmes où elles se trouvent quand la chose est possible et réalisable, il ferait beaucoup plus pour la région désignée que je représente que le programme présenté aujourd'hui, celui qui a été présenté il y a deux ans ou celui que le gouvernement précédant a présenté avant cela. C'est cette

[M. Martin.]